

FAITS SAILLANTS

CONSEIL DES COMMISSAIRES, 24 ET 25 OCTOBRE 2023 | MONTRÉAL

Dans le cadre d'une mise à jour sur l'état des projets de construction et d'infrastructure, les commissaires ont reçu un bilan en lien avec les lacunes touchant de nombreux bâtiments remis à Kativik Ilisarniliriniq. Ces bâtiments sont toujours garantis, et le service des Ressources matérielles collabore avec les entreprises de construction pour s'assurer que les travaux de correction nécessaires sont effectués.

Des lacunes touchant les bâtiments suivants ont été décelées dans différentes communautés : Logements (Aupaluk et Puvirnituaq), Entrepôts et garage pour autobus scolaire (Kuujuuaq et Salluit), Écoles (Ikusik, Salluit; Iguarsivik, Puvirnituaq; Innaliq, Inukjuak) and Centre d'éducation des adultes (Kangijsujuaq).

Le déficit accumulé de 130,5 millions de dollars en matière d'entretien des infrastructures devrait encore s'accroître. La dernière phase de l'évaluation des besoins en matière d'entretien de l'infrastructure globale de Kativik Ilisarniliriniq (KI) a débuté. Elle ciblera tous les logements de KI dans les 14 communautés du Nunavik.

Tous les travaux d'entretien nécessaires font l'objet d'un suivi au moyen du logiciel Maximo, mis en place il y a 2 ans. Ce système de gestion informatisé de la maintenance (CMMS) facilite l'automatisation des processus de travail et fournit un inventaire à jour de tous les travaux de maintenance nécessaires dans nos bâtiments.

Les besoins en matière de maintenance ont ainsi été évalués au cours des deux dernières années pour toutes les écoles, les centres d'éducation des adultes, les résidences pour étudiants et les entrepôts des 14 communautés du Nunavik. Ces besoins font dorénavant l'objet d'un suivi (et d'établissement de budgets) au moyen de Maximo.

Lorsque les besoins de maintenance de tous les logements de KI auront été établis, la commission scolaire aura une vue d'ensemble exhaustive du budget annuel nécessaire à la réalisation des travaux pour toutes ses infrastructures.

De nouvelles trousse d'intervention en cas de déversement ont été livrées à tous les villages du Nunavik. Le personnel d'entretien de Kativik Ilisarniliriniq se servira de ces trousse pour réagir immédiatement aux déversements de carburant sans avoir à dépendre du matériel de la municipalité (VN). Les nouvelles trousse comprennent des éléments d'emballage spéciaux destinés au transport des déchets dangereux vers le sud.

Au cours des dernières années, l'engagement de Kativik Ilisarniliriniq en matière de gestion de l'environnement s'est concentré sur la décontamination des sols entourant ses bâtiments et ses chantiers de construction, sur l'élimination des matières dangereuses au Nunavik et sur la prévention des déversements (par exemple, en remplaçant sans délai les réservoirs de mazout).

L'intégration des technologies informatiques aux salles de classe se traduit par l'installation, dans toutes les écoles du Nunavik, de tableaux intelligents à écran tactile entièrement interactifs.

L'équipe des technologies informatiques gère d'imposants projets d'infrastructure pour assurer l'accès internet à toutes les écoles, centres et bureaux au Nunavik.

L'équipe offre aussi quotidiennement du soutien aux employés pour assurer la résolution des problèmes techniques.

Elle se déplace régulièrement dans les 14 communautés du Nunavik pour assurer la maintenance des éléments technologiques (iPad, ordinateurs, tableaux intelligents, etc.) utilisés en classe par les enseignants, les élèves et les étudiants du secteur des jeunes et des adultes.

En réponse aux questions de commissaires de diverses communautés, le service d'Éducation des adultes et formation professionnelle (EAFP) a fait le point sur son offre de services actuelle qui tient compte de la nécessité de desservir aussi les résidents des communautés où il n'y a pas de centre d'éducation des adultes.

Dans les communautés où il n'y a pas de centre d'éducation des adultes, des discussions sont en cours avec la municipalité et d'autres organismes du Nunavik pour trouver un endroit où la formation disponible et demandée pourrait être donnée. Habituellement, il est possible d'organiser les cours de courte durée (par exemple, les ateliers itinérants de soudage ou d'art actuels), tandis que les formations de plus longue durée (1 à 2 ans) se déroulent dans nos installations permanentes.

La reconnaissance des acquis (RAC) est un autre programme que l'EAFP vise à étendre. Ce programme peut aider les adultes ayant une bonne expérience de travail de recevoir un certificat pour les compétences qu'évalue un instructeur spécialisé.

Les formations en parentalité et en sécurité des armes à feu sont en demande et font toujours partie des services offerts par l'EAFP.

Les commissaires ont exprimé leur inquiétude et leur découragement face à l'approche régionale non coordonnée en ce qui concerne la question de la lutte contre l'intimidation (y compris la cyberintimidation). Malgré l'entente conclue en 2019 avec les Services de police du Nunavik et le protocole d'entente signé en 2020 avec la RRSSN, le centre de santé Ungava Tulattavik et le centre de santé Inuulitsivik, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Les commissaires ont exprimé leur inquiétude en lien avec des incidents s'étant produits dans leur communauté (notamment des arrestations à l'école).

Ils s'entendent pour dire que lorsque des situations se présentent, il n'est pas évident de savoir quels sont les organismes chargés d'intervenir et qui doit diriger ces interventions. Par conséquent, il n'y a aucune uniformité d'une communauté à l'autre dans la manière dont ces situations sont gérées.

En suivi à la présentation d'une ébauche de tableau de bord donnée par l'Administration générale lors des rencontres précédentes, les commissaires s'entendent pour dire que ce serait pratique si les écoles (et les commissaires) pouvaient recevoir un instantané de l'assiduité des élèves d'ici la mi-octobre. Partagées avec les parents ou présentées publiquement dans leur communauté par chaque commissaire, ces données pourraient être révélatrices et aider les écoles à obtenir le soutien dont elles ont besoin de la part des Nunavimmiut.

En dépit du soutien apporté à cette proposition par les commissaires et l'administration, les Services éducatifs soulignent que la prise de décisions fondées sur les données exige encore un changement de la culture organisationnelle chez Kativik Ilisarniliriniq.

Bien qu'on soit sur le bon chemin, de nombreux défis restent à relever en matière de qualité des données et de saisie régulière des données dans les écoles.

Ce projet a d'ailleurs dû être mis sur la glace entre juin et octobre 2023 en raison d'une pénurie de personnel. La mise en œuvre reprendra en novembre 2023 et le point sera fait avec les commissaires en décembre.

Des services de garde d'urgence ont été mis en place à l'automne dans certaines communautés du Nunavik à l'intention des employés et des étudiants de Kativik Ilisarniliriniq qui ont des enfants. Les commissaires sont d'accord pour étendre ce nouveau service partout où cela serait possible. Ce projet est financé sur deux ans par l'Initiative : Les enfants inuits d'abord, un programme du gouvernement du Canada géré par la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik.

Ce projet représente une réponse d'urgence aux ruptures de service qui caractérisent actuellement les services de garde à l'échelle du Nunavik.

La fermeture des services de garde a un effet d'entraînement sur la continuité des services dans le secteur de l'éducation. Nombre de nos employés, notamment les enseignants, se fient aux services de garde et ne peuvent venir travailler lorsque leurs propres enfants ne sont pas gardés.

Les services de garde d'urgence sont mis en place dans les écoles disposant du personnel, d'un local et d'un espace disponibles. Seuls les employés et les étudiants de Kativik Ilisarniliriniq qui ont des enfants de moins de 4 ans peuvent se prévaloir de ces services. Ils sont accessibles uniquement pendant les heures d'ouverture de l'école, de sorte qu'on ne peut s'en servir avant ou après les heures du service de garde scolaire.

L'Initiative : Les enfants inuits d'abord, est un programme financé par le gouvernement canadien en fonction du principe de Jordan. Il a pour but de faire en sorte que les enfants inuits aient accès aux produits, aux services et au soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin, tandis que le gouvernement canadien collabore avec des partenaires inuits, les provinces et les territoires pour élaborer des stratégies à long terme afin de mieux répondre aux besoins particuliers des enfants inuits.

Les commissaires ont analysé et approuvé le rapport des vérificateurs financiers pour 2022-2023, qui comprend un déficit de 8 millions de dollars. Ils ont insisté sur le fait que ce déficit révèle le besoin de nouvelles règles budgétaires pour assurer un financement adéquat à Kativik Ilisarniliriniq.

Les commissaires ont fait le point sur les négociations en cours entre Kativik Ilisarniliriniq et le ministère de l'Éducation en matière de règles budgétaires. Aucun progrès n'est constaté depuis mars 2023. Les règles budgétaires actuelles de la commission scolaire avaient été approuvées à la fin de 2019 et étaient venues à échéance le 30 juin 2023.

En parallèle, le budget 2023-2024 a été préparé et transmis au MEQ pour approbation avant d'être analysé par le Conseil des commissaires. Quoi qu'il en soit, les discussions avec le gouvernement sont actuellement au point mort, ce qui est inquiétant.

En plus du déficit de 8 millions de dollars enregistré en 2022-2023, un déficit accumulé de 26 millions de dollars sera reporté à l'exercice 2023-2024.

Les négociations entourant le renouvellement des conventions collectives sont en cours, et les syndicats représentant les employés de Kativik Ilisarniliriniq ont obtenu des mandats de grève.

Les mandats de grèves obtenus par les syndicats représentant les employés de Kativik Ilisarniliriniq ont reçu un solide appui, en accord avec de qui a été observé dans le reste de la province.

Ces mandats de grève devraient être mis en œuvre au cours des semaines ou des mois à venir par le personnel enseignant, professionnel et de soutien.